



MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE n° 25125

Règlement de la consultation (RC)

Pouvoir adjudicateur

Commune de Damgan

Objet de la consultation : marché de services

**Réalisation du dossier de renouvellement de la demande d'autorisation d'occupation temporaire
des zones de mouillages et d'équipements légers de Damgan**

Procédure de passation

Marché à procédure adaptée
En application des articles L2123-1, R2123-1 du Code de la commande publique

Remise des offres

Date limite de réception : **le jeudi 25 septembre 2025 à 12h00.**

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ.....	1
2	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	1
3	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	1
3.1	MODE DE CONSULTATION	1
3.2	VARIANTES.....	1
3.3	DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	1
3.4	NATURE DE L'ATTRIBUTAIRE.....	1
3.5	LANGUE – UNITÉ MONÉTAIRE	1
3.6	COMPLÉMENTS À APPORTER AU MARCHÉ	1
3.7	NEGOCIATION	1
3.8	DURÉE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ – DÉLAIS DE RÉALISATION	2
3.9	PRIX DES PRESTATIONS.....	2
4	CONDITIONS DE RÉALISATION DE LA MISSION	2
5	COMPOSITION DU DCE	2
6	COMPOSITION DES OFFRES	2
7	REMISE DES OFFRES	3
8	JUGEMENT DES OFFRES.....	3
9	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	4
10	DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	4
11	ARRÊT DE LA PROCÉDURE.....	4

1 OBJET DU MARCHE

L'objet du marché porte sur la réalisation du dossier de renouvellement de la demande d'autorisation d'occupation temporaire des zones de mouillages et d'équipements légers de Damgan.

2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Commune de Damgan, représentée par Monsieur le Maire.

3 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Mode de consultation

La consultation est organisée sous la forme d'une procédure adaptée, conformément aux dispositions des articles L1111-4, L2123-1, R2123-1 du Code de la commande publique.

3.2 Variantes

Les variantes sont interdites.

3.3 Décomposition en tranche

Le marché n'est pas décomposé en tranche.

3.4 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu avec un prestataire.

3.5 Langue – unité monétaire

L'unité monétaire est l'euro. Les offres doivent être entièrement rédigées en langue française.

3.6 Compléments à apporter au marché

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au projet de marché.

3.7 Négociation

Il est envisagé de pouvoir recourir à une négociation avec les 3 candidats les mieux classés ayant remis une offre. Celle-ci sera menée à l'initiative du pouvoir adjudicateur qui en fixera les modalités ainsi que les éléments sur lesquels elle portera qui seront d'ordre technique et/ou financier. Elle sera conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats.

La négociation pourra être réalisée en une ou plusieurs étapes au moyen d'échanges d'emails. A l'issue de chaque étape de négociation, le Pouvoir Adjudicateur choisira entre :

- poursuivre la négociation dans les conditions définies ci-dessus ;
- clore la négociation : il invitera alors par courrier les candidats à remettre leur offre finale prenant en compte les points abordés et formalisant les engagements pris lors de la négociation.

3.8 Durée d'exécution du marché – délais de réalisation

La durée d'exécution du marché est précisée dans l'acte d'engagement (AE) et le CCP (cahier des clauses particulières).

3.9 Prix des prestations

Les candidats fourniront à l'appui de leur offre une proposition financière et technique détaillée.

4 CONDITIONS DE REALISATION DE LA MISSION

Les prestations à réaliser dans le cadre du présent marché sont décrites dans le document unique joint au dossier de consultation.

5 COMPOSITION DU DCE

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation ;
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le CCP ;
- Des cartes détaillées de la zone d'étude ;
- L'étude d'impact réalisée par FR ENVIRONNEMENT.

6 COMPOSITION DES OFFRES

Les entreprises pourront télécharger les documents de consultation par voie électronique à partir des adresses indiquées dans l'avis publicitaire

Les offres des candidats devront se composer des éléments suivants :

- Un **dossier de candidature** : présentation **succincte** de la société et de ses domaines de compétences (capacités professionnelles, techniques, moyens humains), en lien avec les prestations demandées. Les candidats fourniront à l'appui de leur dossier des certificats de capacité pour des contrats de moins de trois ans concernant des prestations similaires à celles faisant l'objet de la présente consultation ;

- Un **dossier technique et financier** qui contiendra les éléments suivants :
 - o L'acte d'engagement et son annexe financière complétés, datés et signés (cachet de l'entreprise) ;
 - o Le CCP sans modification, daté et signé (cachet de l'entreprise) ;

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Si le candidat pressenti ne fournit pas dans les délais demandés par le maître d'ouvrage (5 jours) les certificats, attestations ou déclarations mentionnés à l'article 48 du décret précité son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

7 REMISE DES OFFRES

La remise des candidatures et des offres se fera sur support papier ou par la voie dématérialisée. Les offres devront parvenir par tout moyen assurant date certaine de réception et confidentialité des plis, à l'adresse suivante :

Etude complémentaire d'impact des zones de mouillages de Damgan dans le cadre du renouvellement de la demande d'autorisation d'occupation temporaire auprès de l'Etat

(pli confidentiel ne pas ouvrir avant la séance)

Monsieur le Maire
Mairie de Damgan
40 rue Fidèle Habert
56750 DAMGAN

avant les date et heure limites indiquées en page de garde du présent document.

Horaires d'ouverture des bureaux : 9h à 16h30 du lundi au vendredi. Fermés de 12h à 14 heures et le mardi après midi.

8 JUGEMENT DES OFFRES

L'offre devra faire apparaître :

- la qualité et les références des chargés d'études,
- la décomposition du coût de l'étude par phase, notamment le temps passé et les moyens mis en oeuvre.

Les critères d'attribution du marché sont pondérés sur 100 points comme suit :

- le critère « prix des prestations » est noté sur 50 points,
- le critère « valeur technique » est noté sur 40 points,
- le critère « délai de réalisation » est noté sur 10 points.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'acte d'engagement, prévaudront sur toute autre indication de l'offre. Les erreurs de multiplication ou

d'addition qui seraient constatées seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en compte.

Le pouvoir adjudicateur examinera les offres pour établir un classement. Les offres seront classées par ordre décroissant.

9 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre administratif ou technique qui leur seront nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite par courriel (avec demande d'accusé de réception et de lecture) à : dgs@damgan.fr

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

La collectivité publique se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

10 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 200 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

11 ARRET DE LA PROCEDURE

Le Pouvoir Adjudicateur pourra à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général sans indemnité pour le candidat.

Fait à Damgan, le 25/06/2025

Le Maire,

Jean-Marie LABESSE

